



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES  
VH JPR/886

**Arrêté du 7 juin 2022  
modifiant l'arrêté du 26 mars 2021 portant prescriptions complémentaires  
à la société KERMEL de Colmar pour le traitement d'une pollution accidentelle  
en référence au titre VIII du Livre I et au titre I<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté du 26 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société KERMEL de Colmar pour le traitement d'une pollution accidentelle ;

VU la demande d'aménagement de la société Kermel en date du 12 avril 2022 ;

VU les documents relatifs à la communication mensuelle des résultats d'analyse transmis mensuellement par la société Kermel à la DREAL

VU le rapport du 19 avril 2022 de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'écoulement de la nappe phréatique est Nord/Nord Est ;

Considérant que les traitements mis en œuvre depuis le 24 octobre 2019 permettent de confiner la pollution sur le site industriel ;

Considérant que depuis 18 mois, les analyses hebdomadaires effectuées sur les eaux pompées de l'installation pompage/traitement du Puits site (confinement de niveau 3) n'ont montrée aucune trace quantifiable de DMI

Considérant que d'après les analyses hebdomadaires réalisées et transmises mensuellement à

la DREAL, le confinement de niveau 2 (PK3-PK4) intercepte l'ensemble des pollutions résiduelles provenant de la zone de traitement de la source par lavage in situ qui ne seraient pas récupérées en totalité par les pompages de niveau 1 (PK7-PK9)

Considérant que des effets rebonds dépassants encore les 50 µg/l sont encore prévisibles sur les ouvrages de contrôle

Considérant qu'en phase de surveillance en phase de contrôle et repli de l'installation pompage/traitement du Puits Site, la société Kermel effectuera des analyses hebdomadaires durant 2 mois après arrêt de l'installation et que ces résultats seront transmis à la DREAL.

Considérant que l'objectif de dépollution est l'atteinte d'une concentration résiduelle de 50µg/l au droit des piézomètres de contrôle situés en aval du bâtiment K1 et ainsi d'assurer une qualité des eaux souterraines inférieure au seuil de 4 µg/l en dehors du site ;

Considérant qu'il convient de dépolluer le sol au niveau du bâtiment K1 ;

Considérant qu'il convient de traiter les eaux souterraines par pompage et filtration pour récupérer le DMI ;

Considérant qu'il convient de stabiliser le réseau de surveillance en aval et latéral du site ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

La société Kermel sise 20 rue Ampère à Colmar (68000) est tenue de respecter les prescriptions édictées aux article 2 et suivants du présent arrêté pour le traitement de la pollution accidentelle.

### **Article 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.7 DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 26 MARS 2021 POUR LE TRAITEMENT D'UNE POLLUTION ACCIDENTELLE**

La seconde phrase de l'article 2.7 de l'arrêté du 26 mars 2021 sus-mentionné est modifiée comme suit : « Pour le repli du niveau 2, les concentrations des ouvrages PK1, PK2, PK6, PK8 sont inférieures à 50 µg/l »

Il est ajouté à ce même article 2.7 la phrase suivante : « La durée de la phase de surveillance et contrôle en phase de repli de l'installation de pompage/traitement du Puits site est établie à 2 mois à partir de l'arrêt du pompage/traitement, sous réserve que les concentrations en DMI soient inférieures à 4 µg/l. »

### **Article 3 – PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Colmar pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Colmar.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 5 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

#### Article 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Colmar et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée au directeur de la société Kermel.

A Colmar, le 7 juin 2022

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

#### Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ANNEXE – illustration des 4 niveaux de confinement hydraulique prévus pour sécuriser la dépollution du site - Emplacement des puits et des unités de pompage/traitement de niveau 2 à 4

